



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/43/161
23 février 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session
Point 119 de la liste préliminaire*

CORPS COMMUN D'INSPECTION

Note du Secrétaire général

Conformément au paragraphe 2 de l'article 9 du statut du Corps commun d'inspection (résolution 31/192 de l'Assemblée générale, annexe), le Secrétaire général a l'honneur de communiquer aux membres de l'Assemblée générale le programme de travail du CCI pour 1988 et les éléments essentiels de son programme de travail pour 1989-1990.

* A/43/50.

ANNEXE

Programme de travail du Corps commun d'inspection

Le programme de travail ci-après a été établi conformément au paragraphe 1 de l'article 9 du statut du Corps commun d'inspection (annexe de la résolution 31/192 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1976) et tient compte de la résolution 42/218 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1987. Ce programme de travail pluriannuel est divisé en deux parties : la première présente le programme de travail du CCI pour 1988 et la deuxième indique les études que le CCI envisage d'entreprendre par la suite. Comme par le passé, ce programme pourra être modifié en cours d'année; des études supplémentaires pourront être entreprises et les études prévues pourront être modifiées, ajournées ou annulées, si les circonstances l'exigent.

I. PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 1988

1. Etude spéciale

Application de la résolution 42/218 de l'Assemblée générale

Comme l'a demandé l'Assemblée générale au paragraphe 13 de ladite résolution, le Corps commun d'inspection rendra compte à l'Assemblée à sa quarante-troisième session des progrès réalisés dans l'application de cette résolution.

2. Coopération au service du développement

- a) Contribution des organismes des Nations Unies à la préservation et à la gestion du patrimoine culturel et naturel de l'Asie occidentale

Ce rapport est le quatrième et dernier d'une série portant sur la contribution des organismes des Nations Unies à la préservation et à la gestion du patrimoine culturel et naturel. Dans ce rapport, le Corps commun d'inspection évaluera l'impact et l'efficacité des nombreux programmes et projets opérationnels d'une importance parfois vitale, exécutés par l'Unesco, la FAO, le PNUE et d'autres organismes des Nations Unies dans 12 pays.

- b) Mise en valeur des ressources humaines par la coopération technique

Cette étude sera centrée sur la mise en valeur des ressources humaines par l'éducation, et plus spécialement sur la formation et l'enseignement comme moyens d'améliorer la capacité des individus de contribuer effectivement au renforcement des économies nationales, en particulier celles des pays en développement. L'étude aura essentiellement pour objet de déterminer dans quelle mesure les projets de coopération technique bénéficiant de l'assistance du PNUD et comportant un élément formation ont répondu aux buts visés. Les notions examinées lors des tables rondes d'Istanbul, de Tokyo et de Salzbourg ainsi que dans la Déclaration de Budapest, qui insistaient sur le

/...

développement de la dimension humaine, sont à l'origine de cette étude, de même que les efforts entrepris par l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées et par d'autres organisations.

- c) Evaluation des activités de développement rural dans trois pays africains de la catégorie des pays les moins avancés*

Cette étude a pour objet d'évaluer l'utilité et l'efficacité d'ensemble des activités de développement rural entreprises par les organismes du système des Nations Unies, ainsi que leurs incidences sur les conditions de vie des populations bénéficiaires. Les trois pays africains choisis parmi les pays les moins avancés sont le Burkina Faso, le Burundi et la République-Unie de Tanzanie. L'étude portera sur un échantillon d'une vingtaine de projets réalisés par les organismes du système des Nations Unies qui s'occupent le plus directement du développement rural, à savoir l'ONU, la FAO, l'OIT, l'UNICEF, l'ONUDI et le PAM.

- d) Evaluation des projets dans la région de l'Asie et du Pacifique*

Cette étude a pour objet d'analyser les systèmes d'évaluation utilisés par les organismes des Nations Unies. On procédera à un examen d'ensemble, portant sur la notion, les méthodes et les techniques d'évaluation; l'interaction entre l'évaluateur et celui qui fait l'objet de l'évaluation, et les conclusions qui en découlent quant à la possibilité de l'évaluation; la nécessité de regrouper ou de séparer les fonctions de contrôle et d'évaluation; les nouvelles contraintes qui pèsent sur les systèmes d'évaluation; les activités et l'organisation des services chargés de l'évaluation. Pour que l'étude ne soit pas purement théorique, il a paru nécessaire de l'illustrer au moyen d'exemples empruntés à l'expérience de différents agents d'exécution dans plusieurs pays, situés en l'occurrence dans la région de l'Asie et du Pacifique.

- e) Evaluation des activités de coopération technique de l'Organisation maritime internationale dans le domaine de la formation maritime*

Le Secrétaire général de l'OMI a prié le Corps commun d'inspection de réaliser cette étude, qui fait suite à deux autres études portant, l'une sur les activités générales de l'OMI (JIU/REP/84/4) et l'autre, réalisée également à la demande du Secrétaire général de l'OMI, sur la création d'un système d'évaluation interne au sein de l'OMI (JIU/NOTE/87/1). La formation maritime bénéficie du rang de priorité le plus élevé dans le programme de coopération technique de l'OMI. Le moment paraît donc particulièrement opportun pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation du programme, ses orientations actuelles du programme et les difficultés éventuelles entraînées par son exécution, ainsi que les moyens d'y remédier. Cette étude répond également à la demande de l'Assemblée générale, qui a invité le Corps commun à entreprendre un plus grand nombre d'évaluations spéciales de programmes;

* Evaluation.

elle offre en outre au Corps commun l'occasion de passer en revue un secteur important, celui de l'évaluation de la formation, sur lequel il ne s'était pas encore penché.

- f) Rapport sur l'appui aux services diplomatiques d'Amérique latine (projet régional RLA/86/002 bénéficiant d'une assistance du PNUD)*

La majeure partie des pays d'Amérique latine participent à ce projet régional - l'un des plus importants réalisés dans la région avec l'assistance du PNUD - qui est exécuté par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Le rapport contiendra une brève description du projet au stade de la préprogrammation et de la programmation, un examen des relations entre la CEPALC et le Programme de recherche sur les relations économiques internationales (RIAL) et une analyse du programme de travail établi pour le projet. Ce rapport aura pour objet d'évaluer l'impact réel du projet sur les services diplomatiques des pays de la région.

- g) Rapport sur les études conjointes concernant l'intégration économique en Amérique latine (projet régional RLA/79/031 bénéficiant de l'assistance du PNUD)*

Après avoir duré près de huit ans, l'assistance du PNUD à ce projet a pris fin en 1987. Le rapport consistera en une évaluation qui permettra de déterminer dans quelle mesure le projet a réellement contribué au processus d'intégration en Amérique latine; on mettra l'accent sur l'apport du PNUD et on examinera la nécessité éventuelle de renforcer l'assistance pour l'intégration économique et sociale à l'échelon régional.

3. Gestion (organisation et méthodes, budget et finances, personnel, administration générale)

- a) Rapport sur la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

Avec ce rapport, s'achèvera la série d'études consacrées aux commissions économiques régionales. La CESAO continue de se heurter à un certain nombre de problèmes d'ordre administratif, organisationnel et logistique qui nuisent à son efficacité. Le Corps commun passera en revue ces problèmes, évaluera les tentatives faites pour les résoudre ou les atténuer, et s'efforcera de proposer, en collaboration avec les secrétariats du Siège et de la CESAO, des solutions durables.

* Evaluation.

b) Méthodes de budgétisation utilisées par les organismes des Nations Unies : quelques comparaisons

Les budgets des organisations diffèrent quant à leur mode de présentation, leur terminologie et les méthodes de budgétisation utilisées. Compte tenu de la résolution 40/250 du 18 décembre 1985, dans laquelle l'Assemblée générale a recommandé que "de nouveaux efforts soient faits pour assurer au maximum la normalisation et la comparabilité des pratiques budgétaires et administratives de toutes les organisations concernées", on s'efforcera dans cette étude de faire une analyse comparative des différentes méthodes de budgétisation utilisées par les organisations pour établir leurs budgets ordinaires, et de définir celles qui conviennent le mieux à chaque organisation. On examinera la nécessité de préserver certaines différences dans ces méthodes et on envisagera les mesures à prendre pour normaliser les pratiques. L'étude se présentera en deux fascicules : l'un contiendra l'analyse comparative et des recommandations, et l'autre des tableaux comparant les principales méthodes de budgétisation utilisées par les organisations considérées.

c) Représentation des organismes du système des Nations Unies aux conférences et réunions :

- i) Organisation des Nations Unies;
- ii) Institutions spécialisées.

Ces deux rapports contiendront des conclusions et des statistiques sur la participation des représentants de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées aux conférences et réunions. On y passera en revue les procédures et mécanismes prévus dans ce domaine (y compris la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/207/Rev.1 du 16 décembre 1987), en examinant comment ils sont appliqués à tous les stades du processus de représentation (invitations, préparatifs, participation, établissement de rapports, etc.). On évaluera ainsi l'utilité et l'efficacité des activités de représentation des organisations considérées et on envisagera la possibilité de leur trouver une solution de rechange. Enfin, on proposera des mesures en vue de réduire ces activités et, partant, les dépenses qu'elles entraînent.

d) Utilisation par les organismes du système des Nations Unies de l'équipement et du matériel destinés à l'exécution des projets

Ce rapport a pour objet d'évaluer l'utilisation, par différentes organisations, du matériel fourni pour l'exécution d'un certain nombre de projets. On examinera essentiellement deux aspects : a) dans quelle mesure le matériel aide à résoudre avec un maximum d'efficacité les problèmes qui ont été identifiés dans un environnement donné, et sur la base desquels le projet a été formulé; b) avec quel degré d'efficacité les connaissances et les compétences techniques sont transférées aux nationaux des pays bénéficiant de cette assistance.

/...

- e) Rapport complémentaire sur la gestion de la trésorerie à l'Organisation des Nations Unies et dans quatre institutions spécialisées (FAO, BIT, Unesco et OMS)

Dans ce rapport, on déterminera si les arguments avancés en faveur ou à l'encontre de certaines recommandations formulées dans l'étude initiale (A/41/649) pourraient s'avérer utiles pour donner au système de gestion de la trésorerie des bases plus saines. On mettra plus spécialement l'accent sur le système d'incitation proposé pour encourager les Etats Membres à verser rapidement leurs contributions et on examinera dans quelle mesure ce système pourrait être élargi à la gestion des liquidités provenant des contributions du personnel.

- f) Directives à suivre pour les procédures relatives aux congés de maladie à l'Organisation des Nations Unies

D'après le Département de l'administration et de la gestion de l'ONU, beaucoup de temps et d'efforts sont consacrés à tenter de résoudre certaines des difficultés que posent les procédures relatives aux congés de maladie à l'ONU. L'Administration a donc demandé au Corps commun d'inspection de l'aider à formuler des directives pour rationaliser ces opérations, ou de proposer d'autres solutions en vue d'améliorer l'efficacité dans ce domaine.

- g) Examen des réseaux d'information et de relations publiques de l'Organisation des Nations Unies : structure, opérations, gestion

Cette étude a pour objet d'analyser le fonctionnement et la gestion d'ensemble du réseau mondial d'information du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. On passera en revue les relations qu'entretiennent le Siège et les bureaux hors siège entre eux et avec les centres d'information des Nations Unies. On examinera aussi le rôle que jouent les centres dans la collecte et la diffusion d'informations relatives aux activités de l'Organisation des Nations Unies et adaptées aux besoins de développement des différents pays. Des propositions constructives seront formulées, tant sur le plan des activités que sur le plan organisationnel, pour aider le Département de l'information dans sa tâche.

- h) Note sur les frais de déménagement du mobilier des fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Le transport du mobilier des fonctionnaires depuis le pays d'origine jusqu'au lieu d'affectation et inversement entraîne des dépenses substantielles. Etant donné les mesures d'économie actuellement appliquées dans l'ensemble de l'Organisation, on s'efforcera dans cette étude de suggérer des moyens de limiter au minimum les dépenses que cette prestation entraîne pour l'Organisation.

/...

II. ELEMENTS ESSENTIELS DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 1989-1990

1. Coopération au service du développement

a) Activités de coopération technique de l'Organisation mondiale de la santé

Dans ce rapport sur les activités de coopération technique de l'OMS on évaluera les programmes et les projets opérationnels exécutés par l'OMS, en collaboration avec les pays en développement dans les régions de la Méditerranée et de l'Europe orientales. On examinera la question de la formulation de programmes sanitaires qui cadrent avec les plans nationaux adoptés par ces pays dans le domaine de la santé, ainsi que la formulation, le financement et l'exécution des projets relatifs à la santé, en particulier ceux qui visent à développer l'infrastructure sanitaire, à favoriser la coordination la plus étroite possible dans le domaine de l'utilisation des ressources et à donner aux pays les moyens de formuler et d'appliquer des stratégies nationales conformes à l'objectif de la santé pour tous d'ici l'an 2000.

b) Coopération technique de certains organismes du système des Nations Unies et des institutions de financement du développement, y compris la Banque mondiale et les banques régionales de développement

Cette étude a pour objet d'examiner l'efficacité de la coordination entre certains organes et organismes des Nations Unies et les institutions de financement du développement, y compris la Banque mondiale et les banques régionales de développement. L'étude portera essentiellement sur des aspects tels que les procédures de programmation, l'exécution conjointe des projets, ainsi que la coordination au siège et sur le terrain. Les conclusions et recommandations formulées dans l'étude seront utiles pour les Etats Membres, qui s'efforcent d'obtenir une meilleure coordination entre les organismes du système des Nations Unies et les institutions de financement. Elles indiqueront en outre aux organisations et aux institutions de financement les domaines où la coopération doit être renforcée et ceux qui appellent une harmonisation des différents programmes d'assistance technique.

c) Interaction entre les organismes du système des Nations Unies et les entreprises privées ou publiques dans le domaine de la coopération technique

Cette étude vise à renforcer la coopération technique entre le système des Nations Unies et les entreprises privées ou publiques, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. L'étude traitera essentiellement des moyens d'utiliser les capacités de gestion et les compétences techniques des entreprises privées et publiques des pays développés au profit des pays en développement. On examinera également l'efficacité de la coopération technique de l'Organisation des Nations Unies avec les entreprises privées et publiques des pays en développement. Cette étude sera surtout utile aux secrétariats des

/...

organismes et des institutions des Nations Unies, ainsi qu'à leurs organes directeurs, qui s'efforcent de nouer des liens plus étroits avec ces entreprises dans le cadre des programmes de coopération technique à l'intention des pays en développement. On a d'ores et déjà entrepris de comparer les modalités de coopération retenues par les différentes institutions et l'étude s'appuiera sur les résultats de ces travaux, ce qui facilitera la formulation de recommandations concernant les formes de coopération les plus efficaces.

2. Gestion (organisation et méthodes, budget et finances, personnel, administration générale)

- a) Rapport final sur l'application de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1977

Jusqu'ici, le Corps commun d'inspection a établi six rapports pour évaluer dans quelle mesure la résolution 32/197 de l'Assemblée générale sur la restructuration du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies avait été mise en pratique dans les principaux départements. Dans ce dernier rapport, qui sera un rapport récapitulatif, on s'efforcera de dresser un bilan global de l'application de la résolution 32/197, en prenant en considération et en complétant les travaux actuels de la Commission spéciale du Conseil économique et social chargée d'entreprendre l'étude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, ainsi que ceux du Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et du Département de l'administration et de la gestion, qui font suite aux recommandations du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies.

- b) Etude sur les fonds extra-budgétaires de l'Organisation des Nations Unies

Les fonds extra-budgétaires de l'Organisation des Nations Unies représentent un montant nettement plus important que les ressources inscrites au budget ordinaire. Mais les Etats Membres ne sont pas suffisamment informés quant à l'origine de ces fonds, leur affectation, leur rapport avec les programmes imputés sur le budget ordinaire et leurs incidences éventuelles. On s'efforcera donc d'indiquer comment combler ces lacunes par des méthodes appropriées de présentation budgétaire et d'établissement des rapports, ainsi que dans le cadre opérationnel. Cette étude sera réalisée avec le concours éventuel du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

- c) Utilisation des normes de productivité dans les organismes du système des Nations Unies

Vu que l'ensemble organismes du système redoublent d'efforts pour s'acquitter de leurs tâches de façon plus efficace et à moindre coût, on procédera dans cette étude à un recensement ou à un inventaire des

/...

méthodes utilisées pour mesurer la productivité et des résultats obtenus dans la recherche d'une plus grande efficacité au sein du système, et on communiquera ces informations aux organisations, l'objectif étant de faire connaître aux responsables les méthodes actuellement utilisées et les améliorations en cours, pour qu'ils puissent choisir et appliquer celles qui conviennent le mieux à leur organisation.

- d) Pratiques et procédures visant à une répartition géographique plus équitable des fournisseurs de biens et de services pour les projets de coopération technique

Depuis plusieurs années, les Etats Membres ont cherché à diversifier les sources de biens et de services pour les projets de coopération technique. En particulier, ils se sont efforcés d'obtenir un accroissement des achats effectués auprès des pays en développement et des principaux pays donateurs qui fournissent un volume relativement faible de biens et de services. Toutefois, les résultats n'ayant pas été à la hauteur des objectifs, l'Assemblée générale est revenue sur cette question dans les paragraphes 27 à 29 de la partie V de sa résolution 42/196, du 11 décembre 1987. On procédera donc, dans cette étude, à un examen approfondi des politiques, des pratiques et des procédures suivies par les agents d'exécution, afin de déterminer celles qui ont donné des résultats particulièrement satisfaisants, et les raisons de ce succès; dans les autres cas, on identifiera les obstacles qui empêchent toute évolution. On formulera une série de propositions qui devraient permettre d'atteindre cet objectif particulier des Etats Membres.

- e) Examen des activités d'information et de communication du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe

Par sa résolution 41/201 du 8 décembre 1986, l'Assemblée générale a réaffirmé le mandat du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, en tant que centre chargé, dans le système des Nations Unies, de coordonner les secours en cas de catastrophe, et a demandé que la capacité et l'efficacité du Bureau du Coordonnateur soient renforcées et améliorées. Le Bureau du Coordonnateur a demandé au Corps commun d'inspection une analyse des secteurs de l'information et des communications, et des conseils à ce sujet. On analysera donc les activités du Bureau du Coordonnateur dans ces domaines et on fournira des avis appropriés sur les moyens de les renforcer, en suggérant, le cas échéant, de mettre en place de nouveaux systèmes.
